

**Art. 5.** De termijnen bedoeld in de artikelen 3, § 2, tweede lid, en 4, § 2, tweede lid, van het decreet van 19 december 2007 worden opgeschort indien de goedkeuringsaanvraag onvolledig is of indien bij de beraadslagingen van de gemeenteraad een kennelijke vormfout wordt vastgesteld. Een nieuwe termijn wordt berekend zodra de aan de gemeente gevraagde stukken worden ontvangen en indien de aanvraag door de goedkeurend beambte als volledig wordt beschouwd.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 6.** Artikel 69/2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden bij de Waalse Overheidsdienst, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 69i2 Er wordt volmacht verleend aan de directeur-generaal of aan een door hem aangewezen personeelslid van niveau A om de artikelen 2 en 5 van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen en de ambtshalve maatregelen bedoeld in artikel 13 van hetzelfde decreet toe te passen.”

**Art. 7.** In artikel 69/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2017, worden de woorden “overeenkomstig artikel 78.1.1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer” vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel 10, § 2, van het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen”.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** De Minister die bevoegd is voor verkeersveiligheid en de Minister van Plaatselijke besturen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202351]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm);

Vu le rapport du 5 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 18 décembre 2018;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 27 novembre 2018;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 751 du Comité de secteur XVI, conclu le 25 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 21 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, les mots « le mode unique de recrutement » sont remplacés par les mots « un des deux modes de recrutement »;

b) le 3<sup>o</sup> est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3<sup>o</sup> « épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques », un des deux modes de recrutement régi par le présent règlement; »;

c) le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> « poste ouvert », le poste accessible au lauréat d'un examen de capacité ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques ou d'un examen de promotion et couvert par la subvention ordinaire au titre I du budget de l'Office; »;

d) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'épreuve visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, permet au candidat qui dispose déjà d'une validation de ses compétences techniques ou d'une validation de ses aptitudes pédagogiques de prouver ses aptitudes professionnelles à l'emploi proposé, sans être lauréat d'un examen de capacité. ».

**Art. 2.** A l'article 5 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, est complété par les mots « ou à une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques. En cas d'épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques, une publication d'offre sur le site du Forem aura été réalisée au préalable. ».

**Art. 3.** Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1<sup>o</sup> est abrogé;

b) l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 8 du même arrêté, le 2<sup>o</sup> est complété par les d) à f), rédigés comme suit :

« d) soit d'un certificat d'aptitudes pédagogiques et justifier de cinq années d'expérience professionnelle utile dans la qualification visée;

e) soit d'un certificat de validation des compétences délivré par le Consortium de validation des compétences et justifier de cinq années d'expérience professionnelle utile dans la qualification requise;

f) soit d'un certificat de validation des compétences délivré par le Consortium de validation des compétences couplé à un certificat d'aptitudes pédagogiques ou à une certification délivrée par l'Office et justifier de trois années d'expérience professionnelle utile dans la qualification requise. ».

**Art. 5.** Dans l'article 10 du même arrêté, les mots « dix années » sont remplacés par les mots « six années ».

**Art. 6.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, les mots « ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques » sont insérés entre les mots " les lauréats d'un examen de capacité » et les mots « qui justifient »;

b) au 3<sup>o</sup>, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les mots « ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques » sont insérés entre les mots « d'un examen de capacité » et les mots « , donnant accès ».

**Art. 7.** A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, les mots « et les épreuves » sont insérés entre les mots « Les examens » et les mots « sont portés à »;

b) au 2<sup>o</sup>, les mots « ou d'une épreuve » sont insérés entre les mots « Les lauréats d'un examen » et les mots « dont le procès-verbal »;

c) au 4<sup>o</sup>, les mots « ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques » sont insérés entre les mots « Le lauréat d'un examen de capacité » et les mots « est informé »;

d) au 5<sup>o</sup>, les mots « ou à l'épreuve » sont insérés après les mots « ordre du classement à l'examen ».

**Art. 8.** A l'article 13, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « et des épreuves » sont insérés entre les mots « de l'organisation des examens » et les mots « pour toutes les catégories de personnel »;

2<sup>o</sup> les mots « et aux épreuves » sont insérés entre les mots « observateurs aux examens » et les mots « pour toutes les catégories de personnel ».

**Art. 9.** A l'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou à l'épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques » sont insérés entre les mots « à l'examen de capacité » et les mots « et les connaissances »;

2<sup>o</sup> il est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« L'épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques comporte :

1<sup>o</sup> en cas de validation préalable des compétences techniques et pédagogiques :

a) une épreuve psychologique;

b) un entretien destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec la fonction;

2<sup>o</sup> en cas de validation préalable des compétences techniques :

a) une épreuve psychologique;

b) une épreuve destinée à évaluer le potentiel pédagogique;

c) un entretien destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec la fonction;

3<sup>o</sup> en cas de validation préalable des compétences pédagogiques :

a) une épreuve psychologique;

b) une épreuve technique;

c) un entretien destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec la fonction.

Par validation préalable des compétences techniques, l'on entend soit la certification ou la reconnaissance de compétences effectuée par l'Office, soit la validation des compétences délivrée par le Consortium de validation des compétences.

Par validation préalable des compétences pédagogiques, l'on entend le certificat d'aptitudes pédagogiques, dénommé CAP, le certificat d'aptitudes pédagogiques approprié à l'enseignement supérieur, dénommé CAPAES, l'agrégation de l'enseignement secondaire inférieur, dénommé AESI, l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, dénommé AESS, ou une certification délivrée par l'Office.

Les épreuves visées à l'alinéa 4 peuvent être éliminatoires. ».

**Art. 10.** A l'article 14/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou de l'épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques » sont insérés entre les mots « Le jury de l'examen de capacité » et les mots « en vue du recrutement »;

b) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « au minimum » sont remplacés par les mots « de minimum trois personnes »;

c) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> pour un tiers, de membres possédant une expertise avérée dans le domaine concerné, choisis en dehors de l'Office. »;

d) le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, en cas d'impossibilité de trouver un tiers externe à l'Office, il peut être choisi au sein de l'Office. »;

e) le paragraphe 3 est complété par les mots « ou des épreuves de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques ».

**Art. 11.** Dans l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, les mots « ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques », sont insérés entre les mots « Le lauréat d'un examen de capacité » et les mots « est versé »;

b) il est ajouté un 1<sup>o</sup>bis, rédigé comme suit : « 1<sup>o</sup>bis° les emplois vacants sont attribués sur base de la consultation des réserves de recrutement établies, dans le respect de l'ordre chronologique de leur date de constitution. »;

c) au 2<sup>o</sup>, les mots « ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques », sont insérés entre les mots « les lauréats d'examens de capacité » et les mots « occupant ou ayant occupé ».

**Art. 12.** A l'article 31, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou d'une épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques » sont insérés entre les mots « lauréat d'un examen de capacité » et les mots « , peut être reconnu ».

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi  
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202351]

**28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"(FOREm)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 juli 2014;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), inzonderheid op artikel 25, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"(FOREm);

Gelet op het rapport van 5 september 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », gegeven op 18 december 2018;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 27 november 2018;

Gelet op het protocol nr. 751 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen het Sectorcomité XVI, opgesteld op 25 januari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 21 februari 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"(FOREm), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 2° worden de woorden « de eenmalige wervingswijze » vervangen door de woorden « één van beide wervingswijzen »;

b) punt 3° wordt opnieuw opgenomen als volgt :

« 3° « proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden », één van beide wervingswijzen die onder dit reglement vallen; »;

c) punt 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° « openstaande betrekking », de betrekking toegankelijk voor de laureaat van een bekwaamheidsexamen of van een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden of van een bevorderingsexamen en die gedekt is door de gewone toelage van titel I van de begroting van de Dienst; »;

d) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De in lid 1, 3°, bedoelde proef laat de kandidaat die reeds over een validatie van zijn technische vaardigheden of een validatie van zijn pedagogische vaardigheden beschikt, toe om zijn beroepsbekwaamheden voor de voorgestelde betrekking te bewijzen, zonder laureaat van een bekwaamheidsexamen te zijn. ».

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, aangevuld met de woorden « of een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden. In geval van proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden zal een publicatie van de vacature op de website van de Forem voorafgaandelijk verschenen zijn. ».

**Art. 3.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt punt 1° opgeheven;

b) lid 2 wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt punt 2° aangevuld met de punten d) tot f), luidend als volgt :

« d) hetzij een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid en een nuttige beroepservaring van vijf jaar in de bedoelde kwalificatie rechtvaardigen :

e) hetzij een getuigschrift ter validering van de vaardigheden uitgereikt door het Consortium voor de validering van de vaardigheden en een nuttige beroepservaring van vijf jaar in de bedoelde kwalificatie rechtvaardigen;

f) hetzij een getuigschrift ter validering van de vaardigheden uitgereikt door het Consortium voor de validering van de vaardigheden gekoppeld aan een getuigschrift van pedagogische bekwaamheden of aan een kwalificatie uitgereikt door de Dienst en een nuttige beroepservaring van drie jaar in de bedoelde kwalificatie rechtvaardigen;

**Art. 5.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « tien jaar » vervangen door de woorden « zes jaar ».

**Art. 6.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 2° worden de woorden « of van een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « een bekwaamheidsexamen » en « die een anciënniteit »;

b) onder punt 3°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de woorden « of van een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « een bekwaamheidsexamen » en de woorden « die toegang geven ».

**Art. 7.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 1° worden de woorden « en de proeven » ingevoegd tussen de woorden « De examens » en de woorden « worden ter kennis »;

b) onder punt 2° worden de woorden « of van een proef » ingevoegd tussen de woorden « van een examen » en de woorden « waarvan het proces-verbaal »;

c) onder punt 4° worden de woorden « of van een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « een bekwaamheidsexamen » en « wordt persoonlijk »;

d) onder punt 5° worden de woorden « of de proef » ingevoegd na de woorden « bij het examen ».

**Art. 8.** In artikel 13, 1°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « en proeven » worden ingevoegd tussen de woorden « organisatie van examens » en de woorden « voor alle categorieën »;

2° de woorden « en proeven » worden ingevoegd tussen de woorden « voor de examens » en de woorden « voor alle categorieën »;

**Art. 9.** In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « of aan de proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « aan het bekwaamheidsexamen » en de woorden « te kunnen deelnemen »;

2° het wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt :

« De proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden bevat :

1° in geval van voorafgaande validering van de technische of pedagogische vaardigheden :

a) een psychologische proef;

b) een gesprek om de geschiktheid van het profiel van de kandidaat voor de functie te verifiëren;

2° in geval van voorafgaande validering van de technische vaardigheden :

a) een psychologische proef;

b) een proef om het pedagogisch potentieel te beoordelen;

c) een gesprek om de geschiktheid van het profiel van de kandidaat voor de functie te verifiëren;

3° in geval van voorafgaande validering van de pedagogische vaardigheden :

a) een psychologische proef;

b) een technische proef;

c) een gesprek om de geschiktheid van het profiel van de kandidaat voor de functie te verifiëren.

Onder voorafgaande validering van de technische vaardigheden wordt er hetzij de certificering of de erkenning van de vaardigheden door de Dienst, hetzij de validering van de vaardigheden uitgereikt door het Consortium voor de validering van de vaardigheden verstaan.

Onder voorafgaande validering van de pedagogische vaardigheden wordt het getuigschrift van pedagogische bekwaamheden, « CAP » genoemd, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheden geschikt voor het hoger onderwijs, « CAPAES » genoemd, de aggregatie voor het lager secundair onderwijs, « AESI » genoemd, de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs, « AESS » genoemd, of een kwalificatie uitgereikt door de Dienst verstaan.

De proeven bedoeld in lid 4 kunnen selectieproeven zijn. ».

**Art. 10.** In artikel 14/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « of van de proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « het bekwaamheidsexamen » en de woorden « met het oog op »;

b) in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « minimum uit » vervangen door de woorden « minimum uit drie personen »;

c) in paragraaf 1, lid 1, wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° voor een derde, uit buiten de « Dienst » gekozen leden met een erkende expertise in het betrokken vakgebied. »;

d) paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wat lid 1, 3°, betreft, indien er geen derde buiten de Dienst gevonden kan worden, kan die laatste binnen de Dienst geselecteerd worden. »;

e) paragraaf 3 wordt aangevuld met de woorden « of de proeven tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden ».

**Art. 11.** In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 1° worden de woorden « of van een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « een bekwaamheidsexamen » en « wordt opgenomen in »;

b) er wordt een punt 1°bis toegevoegd, luidend als volgt : « 1°bis de vacatures worden ingevuld na raadpleging van de wervingsreserves, met inachtneming van de chronologische volgorde waarin ze aangelegd werden. »;

c) onder punt 2° worden de woorden « of van een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « een bekwaamheidsexamen, » en « die een betrekking ».

**Art. 12.** In artikel 31, § 5, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « of een proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden » ingevoegd tussen de woorden « een bekwaamheidsexamen » en de woorden « geslaagd is »;

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 14.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET